

importe d'abord de savoir quelle est la position du président sur la lutte antitabac. De même, les activistes multiplient les « visites de politesse » aux ministres, députés ou hauts fonctionnaires qu'ils ont identifiés comme des acteurs-clefs pour la lutte antitabac, avec des argumentaires taillés sur mesure (par exemple, pour convaincre le ministre de l'économie de taxer davantage les produits du tabac, il faut lui montrer que cela ne diminue pas les recettes fiscales), ou une aide apportée à la rédaction des textes de loi. Ils organisent aussi des ateliers de sensibilisation pour les journalistes, ou encore, une fois mise en place une réglementation, pour les agents chargés de son application sur le terrain. Sous cet angle, cet ouvrage collectif constitue un matériau empirique de première main pour comprendre en quoi consiste le quotidien des lobbyistes. Et au-delà, il peut nourrir une réflexion plus générale sur les conditions politiques, économiques et sociales du changement politique en Afrique.

Une aide au développement réussie.

Au final, sans préjuger des résultats futurs de la lutte antitabac dans ces pays, le transfert de compétences Nord-Sud semble réussi. D'une part parce que les analyses situationnelles, en s'attachant à une compréhension systématique et rigoureuse des contextes sociopolitiques locaux, évitent le piège d'une approche qui aurait plaqué au Sud les recettes éprouvées au Nord : ce n'était pas gagné d'avance, car le discours ambiant sur la « pandémie tabagique » repose sur un modèle de diffusion monolithique du tabagisme, censé se diffuser de la même façon partout. D'autre part, parce que cet ouvrage lui-même témoigne de la structuration en cours d'une communauté de chercheurs et d'activistes à l'échelle du continent, qui partagent et échangent leurs expériences, aboutissant ainsi à un transfert de compétences Sud-Sud.

Katchelewa, Shimbi Kamba, dir., *L'humanitaire, Un univers à réhabiliter*, Québec: Presses de l'Université Laval, 2011, 180 pages.

*Recenseur : Antoine Trussart
Université de Montréal*

Cet ouvrage collectif est dirigé par Shimbi Kamba Katchelewa, docteur en philosophie et chercheur sénior de la *Chaire Unesco d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique*. Il traite du sujet de l'humanitaire selon un point de vue d'abord philosophique, en touchant à la science politique par moments. Le livre est divisé en trois sections, en plus d'une courte introduction du directeur et d'une postface signée par l'anthropologue Martin Hébert. Les textes ici réunis visent à réhabiliter le monde de l'humanitaire par un « retour aux attitudes et aux vertus supérieures, qui ont assuré le progrès de l'humanité, permis à l'humain de triompher, tant que faire se peut, de son environnement hostile » (p. 3).

La première section, regroupant quatre textes, porte le titre de *Devoir d'assistance : le rôle des législations et des pouvoirs en question*. Ces textes sont assez hétéroclites par leur forme – d'essai à démonstration philosophique à analyse plus sociologique – mais on y parle de la philosophie qui sous-tend l'action humanitaire occidentale. D'abord, Jean Kinyongo dresse un portrait du langage humanitaire et des questions qu'il soulève. Les textes d'Ernest-Marie Mbonda et de Shimbi Kamba Katchelewa tentent d'accorder les philosophies d'Emmanuel Kant et de John Stuart Mill respectivement avec la logique qui pousse l'Occident à intervenir. Stéphane Douailler réussit quant à lui à tisser une analyse subtile de l'action humanitaire, alliant l'analyse philosophique en amont et sociologique en aval de l'intervention.

La deuxième section, *Intervention et réalités de terrain*, comporte trois textes. Marion Harroff-Travel discute du rôle du Comité International de la Croix-Rouge, dont elle est une conseillère politique, et des différentes tactiques utilisées par celui-ci pour acheminer de l'aide efficacement sur le terrain. Normand Beaudet et Shimbi Kamba Katchelewa constatent ensuite les vertus de la société civile comme force de prévention des conflits. Enfin, Ryoa Chung s'attaque à la même problématique que Ernest-Marie Mbonda, à savoir si l'aide humanitaire relève d'abord de la justice ou de la charité à travers une lecture kantienne.

La dernière section traite des *Cadres africains d'intervention* et regroupe les trois derniers textes. Jean-Claude Tcheuwa tente un survol global du monde de l'humanitaire, de ses fondements juridiques et moraux jusqu'à ses acteurs principaux et ses buts, avoués ou inavoués. Mutunda Mwembo résume la situation de l'intervention dans la région des pays des Grands-Lacs à l'aide d'un historique minutieux de la crise qui a frappé – et frappe toujours – la République Démocratique du Congo. Il souligne à grands traits l'hypocrisie occidentale à travers son analyse du conflit. Finalement, Michel Kouam brosse un portrait de différentes traditions africaines de solidarité et tente de les mettre en lien avec l'intervention humanitaire.

La postface, quant à elle, offre une relecture brillante des thèmes abordés précédemment, permettant au livre de prétendre enfin à une certaine cohérence de propos. Je suggérerais au lecteur de commencer sa lecture de l'ouvrage par le texte de l'anthropologue. Hébert y reprend les travaux de Mauss sur le don pour les adapter avec succès à la question de la relation entre pays pourvoyeurs et receveurs d'aide internationale à travers un détour réussi par la question de la souveraineté. Il parvient par le fait même à sortir la réflexion d'une pensée ancrée dans un rationalisme issu des Lumières, présent dans plusieurs textes. Dans son analyse s'intègrent donc la pensée de Mauss, la géopolitique, l'expérience de terrain et un désir d'auto analyse et de réflexivité du chercheur pour former ce qui m'apparaît comme étant une position adéquate à partir de laquelle entreprendre l'étude du monde de l'humanitaire.

Hormis sa postface, ce livre est d'un intérêt très limité pour les anthropologues s'intéressant aux questions de l'aide humanitaire. Bien qu'une section soit consacrée à ce sujet, les réalités de terrain n'occupent qu'une place très marginale dans les analyses des auteurs. Et lorsque ceux-ci versent dans la théorie, ils invoquent davantage Thucydide, Kant et Platon que les auteurs ayant influencé les travaux les plus pertinents sur le sujet (Giorgio Agamben, Michel Foucault, Pierre Bourdieu pour les travaux de Peter Redfield, Mariella Pandolfi et Michel Agier entre autres). Notons au passage qu'ils ne mentionnent aucune de ces études anthropologiques qui abordent, selon moi, la problématique d'un angle beaucoup plus fécond que celui présenté ici.

Il est néanmoins pertinent de voir comment les interventions humanitaires sont perçues par des intellectuels issus de pays où l'on intervient. Il est frappant de remarquer la virulence avec laquelle on peut dénoncer l'hypocrisie occidentale dans certains textes au ton par ailleurs très peu polémique (cf. les textes de Tcheuwa et de Kinyongo).

Ce qui ressort clairement des textes de cet ouvrage est une volonté de solidarité durable entre les peuples que l'aide humanitaire d'urgence ne permet pas, ce que le directeur de l'ouvrage appelle les « sentiments supérieurs » en introduction. Évidemment, il s'agit là d'un sentiment louable, mais qui tient davantage de vœux pieux que de réelle recherche scientifique. La plupart des auteurs prennent parti pour le solidarisme en conclusion de leur texte sans en avoir fait la démonstration au préalable, le présentant comme nécessaire à la réhabilitation de l'humanitaire. Par exemple, Jean-Claude Tcheuwa affirme que « seule la solidarité, notamment entre pays du Nord et ceux du Sud peut permettre l'éclosion d'une intervention franche, objective et efficace » (p. 138). Shimbi Kamba Katchelewa se demande, dans sa conclusion, si « les modèles de solidarité des communautés villageoises ne seraient-ils pas à réexaminer s'il est vrai qu'il n'y a plus un seul pays qui ne soit lié à tous les autres par des priorités communes » (p. 60). Dans un cas comme dans l'autre, rien dans les textes qui les précèdent ne justifie l'invocation de la solidarité globale entre peuples. De plus, on ne développe pas quel serait le contenu exact d'une telle solidarité, ni même comment la construire, la penser. Il faut attendre l'analyse de Mauss que fait Martin Hébert dans la postface pour réellement trouver un cadre à cette solidarité, celui du don maussien qui laisse présager une nouvelle forme de relation entre les souverainetés occidentales et celles du tiers monde.

D'un point de vue plus technique, le livre est relativement court, totalisant 180 pages. La longueur des articles varie entre huit et vingt-cinq pages. Le style d'écriture est très variable et la posture de l'auteur varie grandement d'un article à l'autre, rendant le tout assez décousu et ardu à lire par moments. Il n'y a par ailleurs aucune illustration ni index.

Au final, je ne recommande pas cet ouvrage pour un public déjà au courant des nombreuses problématiques entourant le monde de l'humanitaire, encore moins pour celui qui s'y intéresse d'un œil anthropologique. Les textes ne permettent ni une analyse en profondeur, ni un survol convaincant du

sujet. Néanmoins, sa lecture nous donne la rare opportunité de nous mettre à la place de l'intellectuel africain et de mieux comprendre comment peut être vécue l'arrivée d'aide humanitaire prodiguée par les Occidentaux. Ceci permet d'ailleurs de mieux comprendre toute l'ambiguïté du langage qui accompagne les interventions humanitaires et de son utilisation par ses différents acteurs.

Berthold, Etienne, et Nathalie Miglioli, dirs., *Patrimoine et histoire de l'art au Québec : Enjeux et perspectives*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2011, 171 pages.

Recenseur : Paul Wattez
Anthropologue autonome

Plutôt court (171 pages) mais dense, cet ouvrage collectif dirigé par Étienne Berthold et Nathalie Miglioli regroupe dix des conférences de deux séminaires tenus à l'Institut du patrimoine de l'Université du Québec à Montréal : en 2008, « Le patrimoine vu de l'université québécoise : état des lieux et perspectives », et en 2010, « Patrimoine et histoire de l'art au Québec francophone : trajectoires, enjeux, perspectives ». L'ambition affichée est de procéder au « chantier épistémologique » (p. 2) du patrimoine et de l'histoire de l'art en tant que « champs d'importance des sciences humaines [en développement] au Québec » (p. 1).

Dans la partie I, « Le Patrimoine sous le regard des sciences sociales », quatre auteurs présentent l'évolution du traitement du patrimoine en sciences sociales au Québec jusqu'à son actuel essor comme champ d'étude en histoire, en ethnologie, en géographie et en philosophie. Tous font des propositions d'avenir et prônent l'interdisciplinarité. L'historien Patrice Leroux pose des bases fondamentales à l'analyse des rapports entre patrimonialisation, histoire et interdisciplinarité. Pour lui, les « traces », les « autres disciplines » et la « mémoire » (p. 10) en constituent des liens réciproques, dont les apports et limites fondent leur réunion disciplinaire contemporaine. Constatant une inquiétude dans l'historiographie d'un trop-plein de patrimoine, Leroux lance un appel à la construction d'« une histoire sociale de la patrimonialisation » (p. 16) et propose deux perspectives : passer de la pluridisciplinarité à l'interdisciplinarité pour annihiler toute désunion disciplinaire universitaire et se focaliser sur une approche dynamique du champ patrimonial au moyen d'un outil d'examen de la relation des « divers éléments et intervenants (...) dans une perspective diachronique » (p. 21). Pédagogique, Leroux suggère au lecteur de continuer la réflexion en questionnant le conformisme disciplinaire et élitiste des acquis déterminant la transmission patrimoniale ainsi que l'origine de l'« autorité » procédant à la patrimonialisation (p. 25).

Dans l'état des lieux du traitement du concept de patrimoine en ethnologie au Québec effectué par Nathalie Hamel, deux apports sont primordiaux: la critique du contexte québécois ciblée via la notion de « patrimoine ethnologique »,